

La diaspora s'invite dans le débat électoral

RDC Les Congolais de Bruxelles font part de leurs exigences aux candidats

Juristes, chefs d'entreprise, leaders religieux très connus en Belgique comme le pasteur Mutyebele, femmes d'affaires ou travaillant dans le domaine médical, une vingtaine de Congolais, membres très en vue de la diaspora congolaise, sont réunis depuis plusieurs semaines à Bruxelles pour... parler politique.

Mais il ne s'agissait moins, pour ces personnalités, d'évoquer les leaders existants ou les péripéties de l'actualité à Kinshasa que de formuler des exigences qui seront soumises aux candidats potentiels.

Tous en conviennent : « Notre pays fait face à un véritable défi de souveraineté. » C'est pourquoi le petit groupe de réflexion a veillé à être représentatif de toutes les provinces du pays : le juriste Frank Mulisi vient du Nord-Kivu, Maman Adèle est originaire de l'Equateur, le pasteur Déo vient de la Province orientale... Au terme de leurs travaux, avant de s'adresser aux personnalités de leur pays, chaque participant souligne la

qualité des débats et le respect mutuel qui a prévalu.

Mais tous sont conscients de la gravité du moment : « Si nous nous félicitons des avancées du processus électoral, nous ne perdons pas de vue que beaucoup reste à faire : le pouvoir tient à tout prix à rester maître du jeu électoral, et il est de notre devoir de multiplier les pressions pour que ce processus soit libéré. »

« Les autres Etats ne nous considèrent pas comme un Etat souverain. Nous devons donc répondre à ce défi de souveraineté en organisant des élections justes et crédibles »

Les représentants des communautés congolaises de la diaspora ne souhaitent pas que « la table soit renversée » et que l'on mette en place une « transition sans Kabila », ainsi que l'imaginent toujours certains milieux bruxellois.

Ce qu'ils proposent aux futurs élus, c'est un « pacte républicain » : un cahier des charges construit autour de dix objectifs transversaux. Parmi ces der-

niers, on retrouve le souci de l'éthique, la primauté du droit, et surtout une priorité absolue donnée à l'éducation, à l'apprentissage, à la recherche et à l'emploi.

Vient aussi la nécessité de reformuler le système de défense et de sécurité, de décloisonner le pays en réhabilitant toutes les infrastructures, les routes mais aussi le secteur fluvial, le ferroviaire et l'aérien, d'optimi-

ser la production agricole en encourageant les paysans à s'organiser en coopératives. La lutte contre l'évasion fiscale et le blanchiment représente un autre point important, afin que le Congo redevienne un Etat juste, respectueux des droits humains...

verain. Nous devons donc répondre à ce défi de souveraineté en organisant des élections justes et crédibles et en gérant nous-mêmes nos défis sécuritaires, économiques et humanitaires. »

En cours d'élaboration, ce « cahier des charges » sera encore affiné, enrichi au cours de réunions de travail ultérieures et il sera ensuite soumis à ceux qui se présenteront au suffrage des électeurs.

« Même si nous ne prenons pas encore part au vote, nous ne sommes pas sans influence pour autant », soulignent les leaders de la diaspora qui rappellent que chacun d'entre eux envoie régulièrement des sommes importantes à la famille restée au pays. « En plus de notre aide, nous transmettrons aussi des consignes de vote. Avant cela, nous analyserons soigneusement les engagements des candidats qui auront répondu à notre mise en demeure et nous en tirerons les conclusions », concluent-ils. ■

COLETTE BRAECKMAN